



Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 201 T 25

Objet : Réglementation temporaire de la circulation rue Général de Gaulle

Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse

VU les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article R 417-10 du Code de la Route

VU la demande présentée par l'entreprise SADE CGTH et SNTP pour des besoins de remise en service d'une canalisation et réfection de trottoirs rue Général de Gaulle

ARRETE

Article 1 : Afin de permettre le bon déroulement des travaux, la circulation sera modifiée comme suit **du 30 juin au 4 juillet 2025 jusqu'à 18heures** :

- La circulation sera interdite aux poids lourds de plus de 3.5 tonnes rue Général de Gaulle jusqu'à l'intersection avec la rue Cochet.
- La circulation sera interdite entre la rue Marie Talbot et la rue des Guêpes.
- Une déviation sera mise en place par les entreprises.
- Le sens de la circulation sera inversé rue Marie Talbot
- Le sens de la circulation sera inversé rue des Guêpes

Article 2 : L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procèdera à l'affichage de l'autorisation.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

Article 4 : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le vingt-quatre juin deux mil vingt-cinq.

Le Maire,

